

Nicaragua. Mise en perspective et conjoncture

[Amérique latine et Caraïbes 0](#)



Murillo-Ortega annoncent des «coupes budgétaires», «conséquences de la tentative de coup d'Etat»

[Alencontre/](#) 2018-08-15 14:30:33

1.- Les changements, comme cela a toujours été le cas, dépendent des rapports de forces en jeu, à chaque moment. La solution de sortie du gouvernement Ortega-Murillo ne doit pas exclure la flexibilité tactique.

Par **notre** **correspondant**
à Managua

2.- A partir d'avril 2018, l'aggravation de la crise sociopolitique a contraint le grand capital à faire un pas en arrière par rapport à l'évidence de la répression et à la détérioration des relations du régime avec les Etats-Unis. Car ses intérêts économiques pourraient s'effondrer et, conjointement, ses intérêts stratégiques. Les circonstances et la crainte de ce qui pourrait se produire l'ont contraint à une modification, au moins partielle, de ses plans de co-gouvernement avec Ortega-Murillo

3.- Avant avril 2018, les membres de la classe dirigeante n'ont jamais eu l'intention de soutenir un véritable processus démocratique. Par exemple, ils se sont tus et ont avalisé le gouvernement Ortega-Murillo, après les élections de novembre 2016, lorsque Ortega a supprimé tous les reliquats démocratiques, lorsqu'il a annulé le statut juridique des partis d'opposition et a réprimé tout mouvement social, etc.

4.- Le mouvement d'avril 2018 est le résultat d'une multitude d'actions au sein de la société nicaraguayenne: 95 marches liées à la résistance paysanne face à la concession du canal transocéanique; le mouvement en 2013 contre la concession minière de Rancho Grande (Matagalpa, mine d'or); la lutte des mineurs de la mine d'or d'El Limón (département de León); la mobilisation des femmes d'Ocotol (département de Nueva Segovia) pour la reconnaissance de leur contribution à l'économie; les grèves des travailleurs et travailleuses des zones franches; les batailles des écologistes pour la durabilité écologique (la forêt tropicale de Bosawas et la réserve biologique d'Indio Maíz); les

luttons des étudiants en soutien aux personnes âgées lors de la contre-réforme de la sécurité sociale; les mobilisations des femmes contre la violence sexiste, etc.

5.- Le mouvement social d'avril 2018 a montré qu'en dépit des politiques imposées par la logique de contrôle et de répression, la société était en mouvement et capable de s'exprimer sous diverses formes dans les circonstances les plus défavorables. C'est cette société qui a rendu possible ce mouvement sociopolitique pour un espace démocratique.

6.- L'objectif initial du mouvement d'avril est de redonner un caractère de gouvernement à une instance qui en avait perdu les traits démocratiques, y compris formels. Au cours des onze dernières années (2007-2018), l'Etat a été transformé en un enclos auquel a un accès, presque exclusif, une strate fortement parasitaire, une «classe» politique corrompue prête à conserver le pouvoir à tout prix.

7.- L'erreur en politique consiste souvent à croire que la gouvernabilité d'un Etat émane de la répression de la classe dominante et non de la construction d'un consensus (une sorte d'interdépendance) de la société. C'est pourquoi Daniel Ortega et Rosario Murillo ne peuvent pas saisir qu'ils n'ont pas compris l'origine de cette crise sociopolitique.

8.- Etant donné ce manque de compréhension (avec ses racines matérielles), le gouvernement Ortega-Murillo se doit d'accuser les Etats-Unis d'être les instigateurs de la crise sociopolitique à laquelle le Nicaragua s'affronte. Dès lors, ils décident de recourir à la répression comme le moyen de la résoudre. L'intransigeance d'Ortega a conduit le pays à une aggravation de la crise. Pendant ce temps, l'armée de fourmis résiste toujours.

9.- L'alliance d'Ortega-Murillo avec le grand capital a dénaturé la démocratie naissante et a facilité la concentration de la richesse dans quelques mains, établissant une distribution inversée de la richesse. Ce schéma de pouvoir ne tenait pas compte du fait que ledit marché ne résout pas les inégalités sociales, mais les exacerbe.

10.- Le gouvernement Ortega-Murillo a oublié que la meilleure politique sociale est une politique économique visant un développement et une égalité optimale. La politique sociale doit viser à protéger les plus faibles. Le gouvernement et les grandes entreprises ont «oublié» qu'il était indispensable pour un système politico-économique marqué par l'inégalité et la concurrence d'assurer un minimum de gouvernance démocratique et de jeu politique.

11.- Si l'emploi et le salaire minimum vital, digne, ne faisaient pas partie d'une stratégie de développement à long terme, il n'y avait pas de politique sociale qui puisse persister et résister, à la longue, à la pression de ceux «d'en bas» qui sont convaincus de la nécessité d'échapper à la pauvreté. De même, à moyen et long terme, la stabilité sociale ou politique n'était pas possible sans la construction et la mise en œuvre d'une politique économique distributive.

12.- Les salaires ont été sévèrement attaqués par la financiarisation de l'économie, en contrepartie de l'obtention d'énormes profits pour les activités financières, rentières et spéculatives. En même temps, l'investissement privé privilégie les activités improductives. Et les dépenses publiques privilégient les investissements exigés par la mondialisation: routes, télécommunications, ports, sans mentionner les projets extractivistes, etc.

13.- Le gouvernement Ortega-Murillo a maintenu sous contraintes les investissements sociaux dans les secteurs de la santé et de l'éducation, les maintenant aux mêmes niveaux d'investissement que ceux des gouvernements néolibéraux précédents [Aléman puis Bolanos 1997-2007]. Le gouvernement Ortega-Murillo a permis aux différentes factions de la classe dirigeante de se réorganiser dans la répartition des «excédents» économiques. En d'autres termes, a été mis en marche un blanchiment des secteurs les plus rétrogrades de l'Etat néolibéral.

14.- Les phénomènes sociaux se produisent si les conditions objectives et subjectives sont présentes à un moment donné. Le gouvernement Ortega-Murillo, depuis des années, est entré dans un processus de dégradation socioculturelle qui entraîne toute la société dans la débâcle et la non-viabilité du modèle politique autoritaire, sans avoir la capacité de trouver une issue. Dès lors, le modèle mis en œuvre est entré en crise, sans que le gouvernement puisse échafauder une solution dans un cadre d'immobilisme politique.

15.- La corruption gouvernementale a été un symptôme visible de la dégradation de la «nouvelle classe» au pouvoir. Avec l'apparition de l'argent vénézuélien, sans aucun contrôle, étaient réunies les conditions objectives pour le vol et le pillage au détriment du peuple et au bénéfice substantiel de la classe dirigeante. L'argent vénézuélien était le pétrole de la corruption qui a permis une certaine stabilité du gouvernement ces dernières années.

16.- Depuis onze ans, différents scandales ont été dévoilés sur les trafics d'influence, les relations putrides avec les hommes d'affaires, etc. Le peuple a ressenti la dégénérescence croissante des fonctionnaires gouvernementaux et de leurs associés en tant que victime de vols, d'abus de ses droits, de chantages, de violences et de mépris quotidiens.

17.- Avec l'épuisement de l'argent vénézuélien, la politique sociale quelque peu adoucie temporairement a cessé d'être efficace pour faire accepter un régime autoritaire. Pour rappel, l'argent vénézuélien a servi à promouvoir un ensemble de programmes sociaux visant principalement à se garantir une clientèle sociale. Toutefois, cela était inefficace pour réduire la pauvreté qui ne pourrait l'être que fondée sur stratégie de développement social.

18.- Le gouvernement Ortega-Murillo s'approche rapidement d'une insolvabilité politique. Ses faiblesses dépassent sa capacité à défendre son édifice. Le gouvernement est en échec. L'aggravation de la crise et l'isolement international ne sont pas dans l'intérêt de la «nouvelle classe» [coalisée] pour son maintien au pouvoir, car le gouvernement a perdu la confiance des investisseurs internationaux, de ses partenaires du secteur entrepreneurial privé, local et/ou régional.

19.- La relation d'Ortega-Murillo avec le gouvernement des Etats-Unis est à son point le plus bas au cours des onze dernières années. D. Ortega et R. Murillo seront-ils capables d'atteindre une nouvelle «détente» avec les Etats-Unis et seront-ils aptes à réduire les contradictions stratégiques avec l'establishment politique américain et avec les «classes» (les establishments) politiques du Nicaragua et de l'Amérique centrale?

20.- Les conseillers du gouvernement pensent qu'en faisant des réformes, ils peuvent résoudre la crise. Ce sont eux qui promeuvent la stratégie d'atterrissage en douceur, qui consiste à isoler et/ou frapper les éléments «radicaux» qui proposent le départ immédiat d'Ortega.

21.- Les éléments favorables de la sortie «en douceur» proposent des réformes électorales et pensent que des élections anticipées en 2019 [et non en 2021] constituent une voie vers une «modération» et une option «sage» afin d'éviter le chaos et le vide du pouvoir.

22.- Cependant, alors que l'Alliance Civique pour la Justice et la Démocratie (ACJD) propose un dialogue pour trouver une issue à la crise, Ortega ne parle que de guerre. En raison de la gravité de la situation, Ortega est invité depuis l'extérieur à négocier avec l'Alliance.

23.- Les forces qui poussent à prendre leur distance avec gouvernement Ortega-Murillo sont en majorité celles qui pensent qu'il pourrait découler de cet accouplement des effets négatifs dans leurs rapports avec la «communauté latino-américaine»; quand bien même, dans un passé récent, elles lui étaient associées. Or, Ortega a besoin de la communauté internationale pour stabiliser le pays, il doit éviter l'isolement (économique, financier, politique, etc.).

24.- Cependant, Ortega n'a aucune influence pour contrer les pressions états-uniennes sur l'Organisation des Etats américains (OEA) et d'autres organismes internationaux. Le danger pour Ortega est que les Etats-Unis ont mis à l'ordre du jour de l'OEA, depuis juin 2018, la question du Nicaragua. Les Etats-Unis ont besoin de stabilité dans la région de l'Amérique centrale pour contrôler les migrations et le trafic de drogue.

25.- Les Etats-Unis ont déclaré que le gouvernement Ortega-Murillo «est en dernière instance responsable des groupes paramilitaires pro-gouvernementaux qui ont brutalisé son peuple».



Journalistes dénonçant les menaces (Nuevo Dario)

26.- Avec la répression, Ortega croyait avoir réussi. Cependant, avec sa stratégie répressive, il a liquidé le système politique de type corporatif (grand capital et clan Ortega-Murillo) existant, il a provoqué une aversion publique, un rejet total de l'autoritarisme. Et débâcle historique pour Ortega-Murillo, cette politique a forcé les grandes entreprises à se différencier du boucher d'El Carmen [le quartier de Managua, transformé en bunker, où réside le gouvernement].

27.- Dans cette phase, dominée par l'isolement d'Ortega-Murillo, la tendance générale est marquée par l'augmentation d'une répression généralisée, la hausse du chômage et la haine de la majorité de la population pour la nouvelle classe [«orteguiste»] et ses paramilitaires

28.- Il existe également des différences entre les fractions des dominants, mais elles sont certes de l'ordre du politique et de l'économique. Toutefois, ces secteurs dominants sont placés, de facto, sous la férule du capital financier et partagent des objectifs communs. Les divisions sont aussi liées à leur histoire et à leur culture.

29.- Compte tenu de la lassitude généralisée ainsi que de l'échec du modèle Ortega-grand capital qui a provoqué un appauvrissement de la population et qui a débouché sur cette nouvelle dictature, nous devons nous rappeler qu'il y a 40 ans, la population nicaraguayenne s'est levée en armes contre la dictature Somoza. Ce que nous avons vu depuis le 18 avril 2018 est un véritable soulèvement social et pacifique contre la nouvelle dictature Ortega-Murillo.

30.- Certains n'ont pas accepté que Ortega-Murillo représente la tentative de créer une nouvelle dynastie, ces gens n'ont pas perdu de vue la régression démocratique des onze dernières années (2007-2018) et n'ont pas accepté que s'instaure une situation similaire à celle de la dictature/dynastie Somoza.

31.- En Amérique latine et en Europe, beaucoup pensent qu'Ortega est un révolutionnaire qui pense et agit dans la foulée du processus révolutionnaire des années 1980. Aussi ceux qui, ayant une formation dogmatique dont ils n'ont pas pu se débarrasser, ont tendance à simplifier les choses: ils pensent que

l'Ortega actuel est le même que l'Ortega passé. Ces «dogmatiques» – pour ne pas utiliser un autre terme – ne prennent pas en compte, avec un sérieux analytique, la nouvelle réalité sociopolitique et économique. [Au même titre ont été effacées de la mémoire les lois 85 à 87 adoptées entre le 29 mars et le 2 avril 1990 qui ont validé des appropriations de biens immobiliers par des membres des «sommets sandinistes». Opération connue sous le nom de La Piñata, une sorte de paniers de friandises. Réd. *A l'Encontre*.]

32.- Ortega et le cercle intime du pouvoir ont incorporé une série d'éléments formels, ornementaux, analogues à ceux des années 1980. Et beaucoup de militants pensaient qu'une politique similaire serait mise en œuvre, tout en évitant des erreurs du passé révolutionnaire.

33.- Ortega-Murillo espérait continuer à utiliser ces éléments formels pour engourdir tous les secteurs de la société et construire la nouvelle dynastie. Mais cela a eu l'effet inverse: les «honnêtes gens» du Sandinisme historique et les secteurs sociaux émergents (étudiants et nouvelles franges paysannes) ont préféré se battre pour un Nicaragua démocratique.

34.- Si les négociations entre les différents secteurs bourgeois ne parviennent pas à un accord pour résoudre le conflit sociopolitique actuel, reste en dernier recours le seul organe militaire uni: l'armée.

35.- Aujourd'hui, après quatre mois de crise, un vaste secteur de capitalistes créoles [du pays par rapport à étranger] craint la récession et la répression aveugle. D'importantes sections de la classe dirigeante se distancient déjà ouvertement du gouvernement et ne croient pas que la solution est la ligne dure et la répression mise en œuvre jusqu'à présent. D'autres secteurs sociaux également s'expriment contre le régime.

36.- En outre, le sentiment s'accroît selon lequel le départ d'Ortega-Murillo est la seule option pour résoudre la crise actuelle. Les conditions nécessaires pour un coup d'Etat militaire s'accumulent donc, car les différentes factions ne peuvent pas conclure un pacte. Au contraire, elles commencent à craindre le danger d'un débordement du mouvement social. La seule chose qui freine cette option est la dépendance du haut commandement militaire à l'égard d'Ortega.

37.- Une autre option possible pour les différentes fractions des capitalistes réside dans la cooptation des forces populaires (paysans, étudiants et la population en général) en faveur une solution bourgeoise à la crise actuelle conforme à leur idéologie, à leur programme et à la composition des principaux cadres potentiels d'un prochain gouvernement.

38.- Bien que je ne dispose d'aucune preuve à l'appui de cette déduction politique, je pense que des secteurs du Département d'Etat américain et du Pentagone sont peut-être en train d'évaluer cette possibilité d'un «coup militaire» – qui impliquerait une certaine collusion (ou «intelligence») entre avec des institutions militaires de la région – afin d'éviter que la situation ne devienne incontrôlable avec des répercussions négatives pour l'ensemble de la région de l'Amérique centrale.

39.- La division présente entre les différentes fractions du grand capital aide Ortega à gagner du temps. Néanmoins la demande généralisée de justice et de démocratie nuit également aux intérêts du grand capital si la crise se prolonge pendant de nombreux mois, car la conjoncture économique ira se dégradant.

40.- Le gouvernement Ortega-Murillo n'a aucune possibilité de liquider-détruire le mouvement social sans une répression plus ample; il ne peut pas non plus reconstruire son alliance avec le grand capital comme si rien ne s'était passé. Dans ces conditions, l'alternative d'une forme de coup d'Etat militaire apparaît comme un moindre mal pour freiner les mobilisations sociales au niveau national.

41.- Le but d'un tel coup d'Etat militaire serait d'arrêter les mobilisations et d'éviter un accord pourri entre Ortega et les partis politiques [de facto, très peu représentatifs].

42.- Le pays a besoin d'un véritable changement, et non d'un «gattopardisme» superficiel [que «tout change pour que rien ne change», selon la formule de Lampedusa]. Il est nécessaire de transformer la société en profondeur, c'est une nécessité incontournable. C'est pourquoi il est nécessaire de ne pas rester dans des exercices de simulation ou de retarder des changements de fond, pas seulement épidermiques. Les idées, les méthodes et les procédures doivent être revues.

43.- Le diagnostic est clair: pendant de nombreuses années, les différents secteurs de la société ont été marginalisés, du début à la fin, dans la mise en œuvre des décisions politiques. Il n'est pas possible de rester dans le diagnostic brut, il faut passer à des actions concrètes pour modifier le chemin et reprendre la voie du succès.

44.- Le défi du mouvement du 19 avril, dans ses différentes expressions locales, doit s'engager sur la voie d'un changement avec un programme ambitieux qui ne rejette pas les questions en suspens mais qui mette l'accent sur la modernisation. De l'autosuffisance alimentaire (un thème revendiqué) jusqu'à un engagement ferme, pour l'avenir, avec comme quatre piliers stratégiques: l'éducation-santé, la formation scientifique, la diffusion technologique adéquate et l'innovation.

45.- Un pays hétérogène comme le Nicaragua a besoin d'un parti représentatif de sa pluralité. La démocratie exige un gouvernement ayant la capacité de résoudre, mais aussi des freins et contrepoids institutionnels. Les changements sont imminents et la société nicaraguayenne s'attend à ce qu'ils soient pour le mieux. (Managua 12 août 2018; traduction et édition *A l'Encontre*)



Manifestation appelée pour ce 15 août 2018...

Post-scriptum

- La communauté internationale, la Conférence épiscopale (CEN) et l'Alliance font pression pour une solution pacifique et proposent des élections anticipées. Ortega n'acceptera pas.
- Ortega n'a pris aucune mesure pour résoudre la crise. Elle se poursuit selon la logique de la répression, des persécutions et d'emprisonnement des opposants. Les mesures économiques prises par le gouvernement conduisent à une augmentation de la crise économique, du chômage, de la pauvreté et de la migration et de l'exil. Ortega a annoncé des coupes dans le budget, sauf pour la police et l'armée.
- Malgré la répression, les morts et les blessés lors du week-end dernier (11 au 12 août), les mobilisations se poursuivent. Pour demain, **mercredi 15 août**, il y aura des mobilisations dans 15 villes différentes. (14 août 2018)